



HAL
open science

Pakistan

Julien Levesque

► **To cite this version:**

| Julien Levesque. Pakistan. Images économiques du monde 2018, 2017, pp.328-329. halshs-02363306

HAL Id: halshs-02363306

<https://shs.hal.science/halshs-02363306>

Submitted on 18 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Julien Levesque, « Pakistan », in François Bost, Laurent Carroué, Sébastien Colin, et al. (dir.), *Images économiques du monde 2018*, Paris : Armand Colin, 2017, p. 328-329, EAN : [9782200620035](#)

[328] Deuxième pays musulman au monde par sa population (près de 200 millions de personnes), le Pakistan a vu son histoire politique marquée par la relation conflictuelle entre le pouvoir civil et l'armée, provoquant une alternance de régimes militaires et de régimes démocratiques. Cette tension se maintient en 2016-2017 : bien que le gouvernement élu en 2013 du premier ministre Nawaz Sharif poursuive son mandat, il doit faire face à une pression constante venant de l'état-major militaire, dont le chef Raheel Sharif est remplacé par Qamar Javed Bajwa en novembre 2016. Cette pression est alimentée par plusieurs dossiers.

Premièrement, l'armée pakistanaise maintient son contrôle sur la politique sécuritaire du pays : elle continue sa politique de lutte armée contre les groupes Taliban avec l'opération *Zarb-i Azb* au Waziristan du nord initiée en juin 2014, suivie de l'opération *Radd-ul-Fasaad* lancée en février 2017.

Deuxièmement, le scandale mondial des *Panama Papers* vient ébranler en avril 2016 la crédibilité du gouvernement de Nawaz Sharif, alors que les élections législatives de 2018 se rapprochent. Les fuites révèlent en effet que trois de ses enfants possèdent des entreprises off-shore que le premier ministre n'a pas déclarées lors de sa prise de fonctions, soulevant des accusations de blanchiment d'argent. L'un des principaux partis d'opposition souvent soupçonné d'être soutenu par l'armée, le Pakistan Tehreek-i Insaaf mené par l'ancien joueur de cricket Imran Khan, organise de multiples manifestations pour contraindre le chef de gouvernement à démissionner. Bien que Nawaz Sharif nie tout acte illégal, la Cour suprême se charge du dossier dès octobre 2016 puis convoque une enquête en avril 2017, contraignant le premier ministre et les membres de sa famille à comparaître.

Troisièmement, l'assise de Nawaz Sharif est fragilisée par les révélations du principal journal anglophone du pays, *Dawn*, dans un article paru le 6 octobre 2016 mettant en lumière les divisions entre pouvoir militaire et pouvoir civil. Le gouvernement riposte à ces fuites par une série de limogeages et en tentant en vain de contraindre le journal à démentir les informations révélées. La condamnation de la réaction gouvernementale par l'armée laisse supposer des velléités de coup d'état militaire. Ce risque est au plus haut lorsque l'affaire, nommée *Dawn leaks* par la presse pakistanaise, atteint [329] un point de crise en mai 2017, avant que l'armée réaffirme son soutien au processus démocratique.

Cette affaire doit être comprise dans un contexte de tensions accrues avec l'Inde provoquée par l'attaque, le 18 septembre 2016, contre les forces armées indiennes ayant fait 19 morts dans la ville d'Uri, au Cachemire indien. Accusant le Pakistan de financer et d'entraîner le groupe terroriste ayant perpétré l'attaque (probablement le Jaish-e Mohammad), l'Inde de Narendra Modi entreprend une initiative d'isolement diplomatique de son voisin lors de discussions en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, et en boycottant le congrès de la SAARC prévu en novembre à Islamabad.

Enfin, malgré les tensions entre pouvoir civil et pouvoir militaire, un vaste projet est mené de front par l'État pakistanais, le China-Pakistan Economic Corridor (CPEC). Cet ensemble multimodal d'infrastructures vise à connecter le port de Gwadar, situé au sud-ouest du Pakistan dans le Baloutchistan, à la province chinoise du Xinjiang, offrant à la Chine un accès maritime tout proche du

Golfe persique. Le Pakistan espère, grâce à des investissements projetés à hauteur de 54 millions de dollars (près d'un quart du PIB pakistanais), dynamiser son économie, moderniser son système routier, ferroviaire et portuaire, et développer sa production énergétique. Après un premier accord signé en avril 2015, les constructions sont initiées en 2016.

Les retombées de ce projet pour le Pakistan restent toutefois incertaines : tandis que l'offre d'emplois et de formation technique tarde à se matérialiser, les groupes nationalistes dissidents au Baloutchistan et au Sindh dénoncent l'appropriation des ressources par l'État central au détriment des populations locales.

Julien Levesque